

Société

**J'ai perdu
180 000 f cfa
à Déckon.** P 5

IDH ou l'effondrement d'un empire

**6 milliards de F CFA pour
satisfaire les adhérents:**

**Kwassi Klutsè la victime
expiatoire ?** P 4



LE

LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 058 Mercredi 08 février 2012 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

L'agriculture togolaise et les vestiges de la muraille d'Agokoli

Demain, la ville historique qui symbolise l'exode sera le point de convergence de plusieurs centaines d'invités. Ils viendront de partout pour le lancement officiel du Programme national d'investissement et de sécurité alimentaire au Togo.

Il y a déjà quelque temps que l'on parle de ce programme. Son lancement était programmé en 2011. Mais de report en report nous voici déjà en 2012. Mais cette fois les dés sont jetés. Le lancement se fera en bonne et due forme. Pour le Togo ce sera un pas de plus dans la bonne direction.

Si la réfection des routes redonnent au paysage urbain son lustre d'antan, nul ne perd de vue qu'un ventre affamé n'a point d'oreille et encore moins d'yeux.

Redonner à l'agriculture togolaise ses lettres de noblesse mérite le plus grand des attroupements. J'en connais qui sont prêts à enjamber les vestiges de la muraille d'Agokoli pour ne pas se faire conter l'évènement. ■ La Rédaction



Menaces de grève dans la fonction publique

**Le Gouvernement et le
collectif des syndicats à
nouveau en négociation** P 3

**EYADEMA 7 ans
après...
Les souvenirs
toujours vivaces** P 3

**Crise syrienne au Conseil de
Sécurité de l'ONU
Le veto russe relance le
débat sur la réforme de
l'ONU** P 7

Récurrentes marches dans les rues de Lomé Les ODDH sont-elles devenues des ailes marchantes de l'ANC ?

Samedi 11 février 2012. Certaines Organisations de Défense des Droits de l'Homme appellent à une seconde marche de contestation « pour l'éradication de la torture au Togo, ainsi que pour la poursuite, le jugement et la condamnation des tortionnaires ». Cette marche est la seconde organisée cette année par ces ODDH après celle du 12 janvier 2012.

Pour échapper aux premières critiques qu'elles ont essuyées après la première marche en ce qu'elles politisaient trop leurs activités, cette fois les sept ODDH n'ont pas invité les leaders et les militants des partis politiques.

Mais des sources proches de ces ODDH dont les Présidents, des avocats de leur état, sont généralement constitués pour défendre dans plusieurs affaires les présumés victimes des droits de l'homme, il est clairement indiqué que ces ODDH entendent poursuivre régulièrement ces manifestations. On parle d'organisation de marches mensuelles pour ne pas trop fatiguer les populations. D'autres sources précisent que l'un des avocats du sieur Agba Bertin, à la tête de l'une des ODDH concernées a déclaré que ces marches se poursuivront jusqu'à la libération de son client et de la chute du Directeur de l'ANR.

Autre point de différence par rapport à la précédente marche, on ne parle plus de la démission du Préfet du Golfe ni de la réouverture de la radio X Solaire car dans le premier cas on s'est rendu compte que c'était une grande bourde et que dans le second cas l'intéressé (Ndlr : le Président de

l'association la Cigale propriétaire de radio X Solaire) s'est désolidarisé de leur action et a tout simplement introduit une demande auprès de la HAAC pour renouvellement de fréquence.

Comme l'ANC au début de ses marches hebdomadaires en avril 2012, les ODDH s'emparent de tous sujets, même ceux qui n'ont aucun lien direct avec leur champ d'action, pour en faire l'un des objets des manifestations. On improvise quitte à s'égarer, l'essentiel selon les ODDH est d'occuper le terrain que l'ANC est sur le point d'abandonner. Envers et contre tous, on veut assurer la relève dans les rues, une fois au moins dans le mois. « On va mettre la pression sur ce pouvoir qui ne réagit que sous pression » explique-t-on à la Commission de l'Union Européenne à Lomé lors d'un récent contact entre certains présidents de ces ODDH et le partenaire européen. Pour les observateurs plus avisés, ces marches n'ont pour seuls objectifs que d'apporter de l'eau au moulin des marches essouffées du FRAC et de l'ANC. « Les Organisations de Défense des droits de l'homme veulent servir de béquille à l'opposition pour surchauffer cette année qui reste une année électorale. Elles jouent sur le terrain politique, c'est clair » fait observer un diplomate qui ajoute que cette attitude finira par diluer la mission de promotion et de défense des droits de l'homme dont elles sont porteuses.

Rendez-vous dans 12 mois pour le bilan des douze marches programmées pour 2012. ■

Schmidt EZA

Les populations togolaises ont un faible pour les sachets plastiques non biodégradables



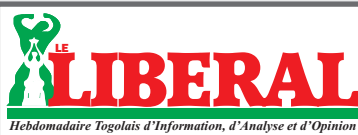
Malgré les sensibilisations de ces derniers temps sur les inconvénients des sachets plastiques non biodégradables, force est cependant de constater que ces sachets font l'objet d'une utilisation toujours assidue; ainsi sur nos routes ces mêmes sachets plastiques non biodégradables communément appelés sachets noirs jonchent les rues de gauche à droite; dans nos villes et nos quartiers, faisant souvent preuves d'ordures déposées par l'homme ou l'action du vent. Ces

sachets noirs sont le plus souvent préférés par nos populations par pur souci de discrétion. « Lorsqu'un client vient acheter chez nous attendez -vous à ce qu'il réclame un sachet plastique noir même s'il a été servi dans un sachet blanc d'avance, et ceci juste pour couvrir ou en cacher le contenu. Une habitude bien déplorable quand on sait que la durée d'existence d'un sachet non biodégradable peut aller jusqu'à 400 ans. ■

Charles (Stagiaire)

Micro à l'Envers

Les confrères se prononcent sur l'actualité



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
BRHOM Kwamé
Dieudonné ESSOHANAM
Sémy MAREKA
Magloire A.
Wilfried Ted
Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO
Imprimerie
Service Compris
Tirage
2000 exemplaires

Sujet de la semaine: «Pronostic argumentaire des finalistes et le vainqueur de la CAN 2012»

Jean HEDEDZI, DP Togo Sports



Les affiches des demi-finales en disent déjà long sur les probables finalistes. A priori, le Ghana et la Côte d'Ivoire partent déjà favoris devant le Mali et la Zambie. Si les rencontres d'aujourd'hui confirment cette affiche, le football africain aura rendez-vous avec l'histoire. Il y a vingt ans, la Côte d'Ivoire et le Ghana s'étaient retrouvés en finale de la CAN en terre sénégalaise. Et à l'arrivée, ce sont les Eléphants qui

l'avaient emportée devant les Black Stars. La bataille sera donc dure et l'esprit de revanche du Ghana pourrait l'emporter. Mais vivement que le fair play règne pour éviter les mêmes scénarios comme en 1992. Mais en attendant d'en arriver là, le Mali et la Zambie peuvent également créer la surprise en jouant sans intimidation et sans aucune forme de pression devant leurs adversaires. ■

Patrick DEGBEVI, Journaliste Légende FM



La CAN 2012 est l'une des plus surprenantes. Se prononcer sur les finalistes à quelques heures des demi-finales est plus que difficile. La côte d'Ivoire est capable du bon et du mauvais malgré sa panoplie de stars. Le mali depuis le début de la compétition fait preuve des grandes nations qui commencent timidement et terminent fort. Cette équipe a quelque chose à dire. Le Ghana tout comme la Côte d'Ivoire est l'un des favoris. Depuis le début de la compétition, ce

n'est pas tellement le jeu du Ghana mais l'essentiel est la victoire à la fin de chaque rencontre mais face à la Zambie ça va être dur et chaud. Bref les demi-finales promettent beaucoup de spectacles et toutes ces équipes ont raison d'y être car elles l'ont prouvé par leur jeu collectif et quelques individualités. Sans être profane je vois un Ghana et une Côte d'Ivoire en finale ou au pire des cas Côte d'Ivoire -Zambie qui est aussi possible. ■

Didier Sinon, Journaliste Le Libéral



La CAN de cette année m'a un peu déçu car mes attentes n'ont pas été comblées. J'aurais souhaité que ce soit les équipes dites petites qui pour une fois décrochent le trophée car elles ont produit de très bons matchs. Néanmoins, je crois que le Ghana de même que le Côte d'Ivoire

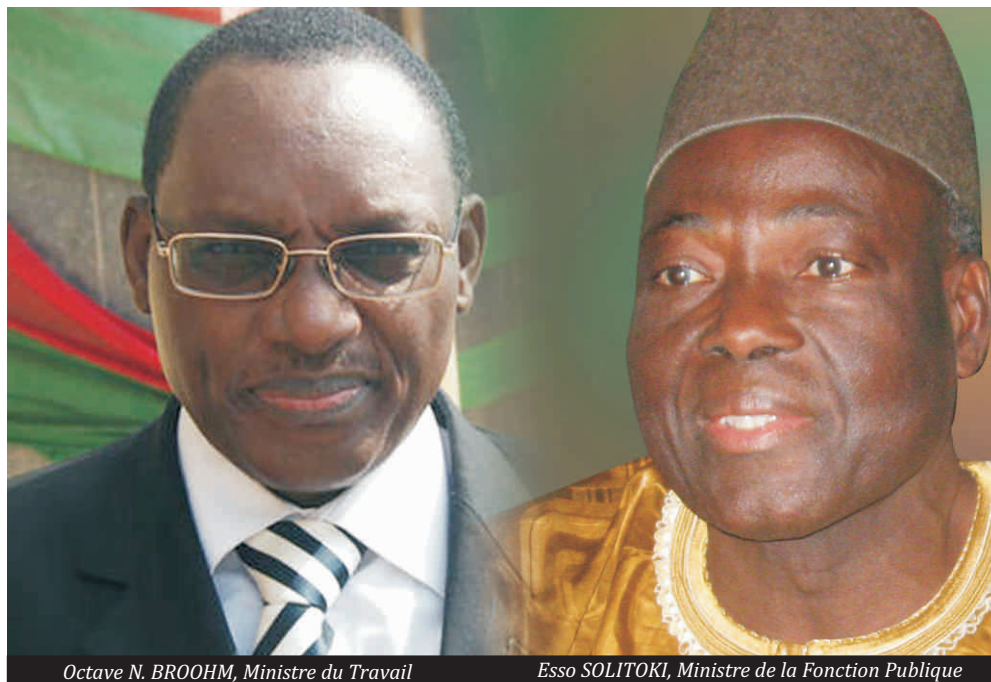
sont bien placés pour remporter la compétition. Cependant il faudrait ne pas sous estimer la prestation de la Zambie et du Mali qui reviennent de loin. Je crois que le jeu sera assez équilibré et que le meilleur gagne. ■

Menaces de grève dans la fonction publique Le Gouvernement et le collectif des syndicats à nouveau en négociation

Ils étaient nombreux les fonctionnaires togolais, à honorer de leur présence l'Assemblée générale organisée par les responsables de la Confédération Syndicale des Travailleurs du Togo (CSTT) et d'autres centrales syndicales le vendredi 03 février 2012 pour déterminer la conduite à tenir face à ce qu'ils considèrent comme le non-respect des engagements du Gouvernement concernant la revalorisation des traitements.

Brandissant leurs bulletins du mois de janvier 2012, les fonctionnaires se plaignent que sur une promesse d'augmentation de l'ordre de 10 à 12 % et de la révision à la hausse de la valeur indiciaire à 1030, les agents de l'Etat n'ont eu droit qu'à 5% de revalorisation. Certains agents notamment les catégories B et C soutiennent qu'ils ont vu leurs revenus périliter suite à la suppression certaines primes spéciales. Lors des échanges entre fonctionnaires et responsables des syndicats l'idée d'une grève est souvent revenue et est sérieusement envisagée comme la seule option viable face aux tergiversations du gouvernement en dépit des engagements, pris depuis 2006 dans le cadre du dialogue social.

D'ores et déjà, un préavis de cinq jours assorti d'une plate forme revendicative



Octave N. BROOHEM, Ministre du Travail

Esso SOLITOKI, Ministre de la Fonction Publique

aurait été déposé à la primature. Cette plate-forme, au-delà de la hausse des traitements, réclame la révision de la grille indiciaire, l'adoption consensuelle (gouvernement et syndicat) d'une nouvelle grille salariale et son application, le respect des accords signés avec les organisations syndicales sectorielles (Santé et éducation), le statut général de la fonction publique, la jouissance effective et sans délai par les travailleurs de l'administration publique des prestations de l'assurance maladie (INAM), ainsi que le vote immédiat d'un nouveau texte sur l'allocation de départ à

la retraite et sa jouissance sans délai pour tous les retraités

En principe selon les recommandations de l'assemblée générale, le mot d'ordre de grève devrait être observé les 13, 14 et 15 février si à la fin de cette semaine aucune mesure n'est prise. Le Gouvernement a pris la menace très au sérieux et des discussions seraient en cours avec les centrales syndicales.

Rien n'est encore joué.

Il reconnaît d'emblée que la charrette des revendications est très chargée. Ce qui commande que les acteurs en

l'occurrence le Gouvernement et les responsables des syndicats fassent des concessions pour s'entendre sur ce qui est faisable.

Bien qu'étant un droit consacré par la constitution, la grève, n'est pas véritablement ancrée dans la culture administrative au Togo. C'est un couteau à double tranchant que le fonctionnaire togolais a souvent eu la sagesse de ne pas manier avec outrance. Tout le monde se souvient encore de la grève générale illimitée de 9 mois pendant le processus de démocratisation qui a fait des ravages et dont notre pays n'a pas définitivement fini de payer les conséquences.

Un constat s'impose cependant. Malgré les efforts du Gouvernement, les fonctionnaires tirent toujours le diable par la queue. Alors la grève est-elle la solution ?

D'un côté les pouvoirs publics ont le devoir de prendre en compte la souffrance des agents publics ; d'un autre côté les travailleurs doivent prendre la mesure des charges qui pèsent sur le gouvernement à un moment où tout est urgent dans ce pays en chantier pendant longtemps mis au ban de la communauté internationale. Un vrai dialogue social n'a jamais été autant urgent au Togo. ■

A. Kili

Eyadéma 7 ans après... Les souvenirs toujours vivaces

Le dimanche 5 février dernier, la famille biologique, politique, et tout le peuple togolais se sont encore souvenus, de l'inoubliable disparition du père de la nation togolaise feu Gnassingbe Eyadéma. Dépôt de gerbes de fleurs, Prière musulmane, culte protestant au palais des congrès de Kara, avec au passage un concert gratuit en direction de la jeunesse, voila quelques signes forts pour marquer 7 ans après l'événement douloureux de ce 5 février 2005.

Pour le reste, chaque togolais à sa manière a revisité ce personnage illustre qui a présider aux destinées de la vie de la nation togolaise pendant 38 ans.

7 ans après, que reste t il de l'héritage Eyadéma ? Véritable question sur toutes les lèvres.

L'un des grands mérites d'Eyadéma est d'avoir réussi à



Feu GNASSINGBÉ Eyadéma

faire régner la paix et la sécurité déchirures au lendemain de sur un Togo enclin à des l'indépendance. Grâce au

Rassemblement du Peuple Togolais RPT véritable creuset national depuis 1967, le tissu social a pu être maintenu jusqu'aux années 90 ou l'exigence du discours de la Baule ouvre une nouvelle page de l'histoire de notre pays. La paix et la sécurité le Togo, on les retrouvera certes, mais le développement tel amorcé déjà en 1974 ne suivra pas le rythme comme l'aurait souhaité feu Eyadéma. La suspension de la coopération n'était pas de nature à lui permettre de relever le défi du développement qui lui tenait pourtant à cœur.

Après la parenthèse de 2005 suite au décès du père de la nation, les valeurs de paix et de la réconciliation, véritables héritages à nous laissés par Eyadéma ont pris un coup. Mais pas pour longtemps car depuis 2007 son successeur a pu préserver les acquis. Un

héritage bien géré au grand bonheur des togolais

Deux ans après les événements de 2005 le Togo retrouve le chemin de la réconciliation chère au « vieux » le développement du pays son souci est devenu depuis quelques années une réalité avec la reprise de la coopération. Aujourd'hui la politique des grands travaux retient l'attention des togolais et des visiteurs. L'autosuffisance alimentaire une autre préoccupation de feu Eyadéma devra suivre avec les initiatives prises par le gouvernement dans le secteur agricole.

L'héritage laissé par Eyadéma est incommensurable et le peuple togolais a intérêt à le pérenniser et surtout se garder de le brader. ■

P. Fab

IDH ou l'effondrement d'un empire 6 milliards de F CFA pour satisfaire les adhérents: Kwassi Klutsè la victime expiatoire ?

Il y a une semaine et demie, la circulation dans la ville de Lomé a connu de légères perturbations au niveau de Casablanca. Pour cause, les adhérents de la puissante institution de micro finance Investir Dans l'Humain (IDH) et précisément de sa branche de la région maritime Vovo ont investi les rues pour réclamer leur épargne bloquée depuis plus de deux ans dans les comptes de IDH. Il faut noter que la crise qui touchait à l'origine près de 40000 adhérents sur toute l'étendue du territoire se localise aujourd'hui au sein de Vovo, la plus grande coopérative d'épargne et de crédit au sein de l'empire IDH Micro finance. Longtemps pointé du doigt, la direction de Vovo, dirigée par l'ancien préfet du Vo, M. DZAMADO Mawuli demeure encore aujourd'hui le point d'achoppement dans cette longue crise. Le directeur financier aurait jeté l'éponge emportant avec lui l'un des comptables, pilier des finances de la mutuelle. Aujourd'hui, les choses tourneraient au ralenti au sein de Vovo, tandis que dans les autres mutuelles du réseau IDH Micro finance, elles ont repris et atteint une vitesse de croisière.

En l'absence d'un directeur financier, comment la direction de Vovo compte-t-elle planifier ses activités pour que les adhérents puissent entrer dans leur droit ? Surtout quand on sait que la direction de cette mutuelle semble ne pas apprécier la désignation par le gouvernement d'un administrateur provisoire. Pour preuve, les rapports conflictuels entre ce dernier et le Directeur de Vovo qui, selon nos informations n'a jamais accepté se soumettre aux décisions provenant de l'administrateur. selon nos sources, ce dernier aurait réussi à négocier un financement de 6 milliards de nos francs avec les partenaires d'IDH. Pour cette négociation, il lui a fallu la caution de l'Etat togolais par l'intermédiaire du ministère de l'économie et des finances. Les fonds de ce financement devraient être décaissés au cours des mois de juin et juillet. Tout serait donc fin prêt pour que les adhérents puissent entrer dans leurs droits, sauf qu'ils vont devoir se montrer encore patient. Ils devraient aussi croiser les doigts pour un élargissement des pouvoirs de l'administrateur pour que celui ait pouvoir de nomination afin de remanier l'équipe de la direction Vovo qui

constitue pour son action une équation à résoudre digne d'un casse tête chinois. Mais, comme très souvent dans notre pays, dans de telles situations on a vite fait de trouver un bouc émissaire selon les couleurs du problème. Dans le cadre actuel, il s'agit de Kwassi Klutsè, le bienfaiteur d'hier devenu l'ennemi public numéro un d'aujourd'hui. Mais au fait qu'a fait l'homme ? Quelle est sa réelle part de responsabilité dans l'effondrement d'un empire qu'il a bâti de ses mains ?

KWASSI KLUTSE, LA VICTIME EXPIATOIRE

« Homme, on parlera de toi. Accepte stoïquement la critique et consulte ton fort intérieur. Garde ton silence et compte sur l'éternel ton protecteur. ». C'est l'une des phrases qu'il affectionne le plus et qu'il avait fait graver sur un tableau accroché aux murs de son ministère du plan, devenu plus tard, le 20 août 1996, le siège de la primature. Elle le préparait déjà à la situation qu'il traverse aujourd'hui. En effet, l'homme a tout connu. Ministre puis premier ministre, il finit dans l'ombre comme promoteur d'initiatives privées. Pour lui, cette phrase inscrite dans son bureau était une devise et il aimait la répéter à tous ses détracteurs. L'homme accepte donc les critiques mais déteste les médisances. S'il ne dit mot c'est que, très croyant et loin d'être fataliste, il laisse la conduite de sa vie à l'Eternel. Homme très discret, détestant la mondanité, il passe la majeure partie de son temps à étudier et à réfléchir à des solutions qui pourront sortir son pays de sa situation du sous développement. C'est un idéaliste qui œuvre pour donner à l'homme les moyens nécessaires pour exploiter son capital humain en vue de son épanouissement. C'est d'ailleurs dans cette vision qu'il a créé le vaste réseau Investir Dans l'Humain (IDH) fait de plusieurs programmes dont les phares sont les programmes éducation et micro finance. Mais aujourd'hui, l'homme à la moustache toujours alerte est devenu l'ennemi public numéro un. Pourtant, ses objectifs en fondant IDH étaient nobles et il y a peu, il était l'un des meilleurs entrepreneurs du Togo. Une investigation dans l'affaire IDH Micro finance nous prouve qu'en dehors de sa responsabilité morale, même si l'homme n'est pas blanc comme neige, il a été victime de la cupidité et de voracité de



Kwassi Klutsè

centaines de ses agents.

Les rumeurs les plus folles ayant circulé sur l'homme et sa famille faisaient état de son fils qui aurait aidé à piller le capital d'IDH Micro finance par son train de vie et surtout du « château » que le sieur Klutsè construirait à Djidjolé depuis trois déjà. Toute analyse faite, il est à se demander si l'homme de part sa carrière n'a pas eu suffisamment de moyens pour se construire un château. De plus s'il avait réellement le capital d'IDH dans sa poche comme on le dit, mettrait-il autant de temps pour faire sortir de terre cet immeuble auquel on prête une trop importante grandeur ? Nous ne pouvons pas affirmer de sa candeur dans cette histoire mais nos investigations nous ont montré que plusieurs gérants des agences se sont sali les mains. Profitant de l'immensité de l'empire IDH et de l'absence de contrôles réels, ils ont pillé l'institution. Ils étaient organisés en réseau avec des clients pour des retraits hors zone. Ils auraient modifié à leur niveau les avoirs des clients dans les livrets et les envoyaient dans des agences lointaines pour des retraits. Sur place le seul système de vérifications dont disposaient les gérants c'était de passer un coup de fil au gérant de l'agence

d'origine qui s'empressait de valider l'opération en attestant des avoirs du client dans son agence ; avoirs qu'il avait lui-même modifiés en aval. Par ce système, ce sont de fortes sommes qui ont été détournées. Ces agents véreux sont aujourd'hui les plus grands bénéficiaires de la crise généralisée, puisque l'heure n'est plus à un quelconque audit qui permettrait de situer les responsabilités. Selon nos sources au sein de la mutuelle Vovo, ils sont aujourd'hui dans la nature et seraient parmi ceux qui intoxiquent l'information en appelant à la vindicte populaire contre la personne de Kwassi Klutsè, puisque de sa condamnation viendra leur salut. En dehors de sa responsabilité morale, M. Klutsè a certes des choses à se reprocher mais pas au point où on le clame. Il avait, sans le savoir héberger des loups dans sa bergerie. Mais comme souvent dans ce genre d'histoire et comme le disait Fontenelle, on a d'abord fait des livres sur sa culpabilité et après on a cherché la vérité. Vivement, que la situation se décante pour permettre aux adhérents d'entrer dans leur droit. ■

P. Z

Société : J'ai perdu 180 000 f cfa à Déckon

Les nuits à Lomé, c'est forcément sur le Boulevard du 13 Janvier, ancien Boulevard Circulaire, réputé depuis la nuit des temps pour son ambiance spéciale, ses soirées excitantes à plus d'un titre et ses rencontres uniques qui vous donnent régulièrement envie d'y revenir même quand vous êtes paumé. Mon histoire est semblable à celle des centaines d'autres personnes, des mâles en quête de découvertes ou de sensations fortes. Mariés, célibataires ou simples jeunes, nous avons à des moments cette envie inexplicable de voir ailleurs de voir l'effet que ça fait de rencontrer une nuit une femme que vous ne connaissiez nulle part et de finir la soirée avec elle. Quand vous le faites une fois, il y a de fortes chances que vous y cédiez une autre fois. Après vous avez moins peur de ces femmes au courage légendaire qui vous accueillent sans se poser d'autres questions que celle de s'assurer que vous êtes capable d'honorer votre engagement financier à partir du moment où vous vous accordez sur le prix et qu'elles sont prêtes à se dénuder pour vous laisser aux délices de leur corps en dégustation pour une heure, leur hanche pour deux coups ou leur présence renforcée pour toute la nuit. Tout ça toujours lié à votre pouvoir d'achat, à votre fidélité ou régularité et quelques fois en fonction de son programme de la soirée qui se taille selon les sollicitations probables et des contraintes plus intimes liées

comme l'existence d'un petit ami ou d'un mari inconscient. Avant de connaître ce monde dont je peux aujourd'hui parler avec précision et en parfaite connaissance de cause, il a fallu que je subisse l'un des coups les plus durs de ma carrière de vendeurs de pièces détachées de voiture d'occasion. J'étais jeune et beau fraîchement rentré de Dapaong avec un cousin qui travaillait dur toute la journée, se faisait un peu de sous et qui prenait son pied tous les week-end à Deckon entouré de noctambules venant de milieux sociaux différents mais partageant les mêmes passions pour l'alcool, la cigarette, la musique et surtout les femmes. Le secteur est un vrai gisement à ciel ouvert et toutes les nuits vous les voyez défiler sur des taxis motos ou à pied dans des tenues qui ne vous donnent qu'une seule envie : les approcher et envisager la possibilité de partir avec une, chez elle ou ailleurs dans une auberge ou tout autre endroit où vous pourrez profiter de tout ce que Dieu lui a donné et qu'elle expose sans scrupules avec parfois une extravagance porteuse d'un charme indéniable. Malgré les commentaires que mon cousin et moi faisons souvent sur les tenues légères de ces filles de la nuit, il faut être honnête pour reconnaître que nous étions véritablement excités et attirés par cela. Aujourd'hui, avec mon âge et cette expérience dont je ne devais pas me vanter, je suis

beaucoup plus porté vers les putes moins déshabillées. Les putes j'en consomme toujours pour une raison sur laquelle, je reviendrai tout à l'heure. Donc comme je vous l'expliquais c'est mon cousin qui m'a initié à la chasse à Deckon. Lui et moi avons fait beaucoup de dégâts là bas, cela nous a fait dépenser aussi, mais vous savez quand vous travaillez c'est pour vous faire également plaisir et dans notre milieu généralement, on disait qu'il faut éviter d'avoir une copine car entretenir les copines revenait plus cher en plus des trahisons éventuelles et d'autres problèmes que les filles de Lomé pouvaient vous créer à tout moment, nous les travailleurs de ce secteur avons pour habitude au départ de nous servir à Déckon et retourner à la base chez nous pour ramener une femme. Aujourd'hui, ce n'est plus la même compréhension du problème. Monsieur Le Brisard, Passons!

Un week end, un samedi pour être plus précis, mon cousin avec qui j'étais en collaboration à la boutique est parti à Accra pour les achats de pièces de voiture. Je venais de rentrer du marché et j'avais une bonne partie de la recette journalière avec moi. Ce n'était pas une habitude, mais je me retrouvai à Déckon avec une somme de plus de cent quatre vingt mille francs, essentiellement en coupure de dix mille francs. Il y avait une ou deux putes qui n'avaient pas encore eu de mes nouvelles dans le bar où, j'avais l'habitude de

commencer la soirée. La veille, une certaine Josepha m'avait fait balader parce que probablement elle avait reçu une meilleure proposition. J'étais très timide au début, j'avais une certaine réserve et il me fallait souvent ingurgiter quelques bouteilles de Guinness avant de me lancer vers les proies qui m'intéressent. D'habitude c'est mon cousin qui choisissait et qui négociait le prix et on partait ensemble, toujours avec deux filles. La première fois j'ai éprouvé un curieux sentiment, un redoutable mélange de fierté, de peur et dégoût. La fille avec qui j'étais parti était très belle et j'éprouvai beaucoup de plaisir à l'avoir dans un lit sans énergie, mais à l'œuvre je me rendis compte que ce corps flambant neuf n'était en réalité qu'une carrosserie retapée avec beaucoup d'imperfections. Mon premier constat sur ces filles de joie, c'est qu'à l'exception de certaines rares débutantes, elles avaient toutes la poitrine fatiguée et totalement dégonflée, plusieurs parmi elles ont des enfants. Dans le lit vous n'avez pas droit à grand-chose, pas de baiser sur la bouche, seules quelques caresses brusques et sauvages pour vous amener à jouir et à payer pour qu'elle retourne vite fait sur le marché pour se taper un autre client. Ces filles étaient terribles et faisaient peur, mais à la longue on finit par se faire des amies, Mais elles ne font preuve



d'aucune gentillesse, elles sont dans les affaires et sont prêtes à tout pour s'attraper un maximum de fric. Et ce premier jour où, j'ai osé aller tout seul sur ce marché du sexe, j'ai payé cher : 180 000 F CFA volés par ces filles et certains de leur complices. Elles m'ont volé toute notre recette journalière en ce jour de bonne moisson. Je n'ai jamais pu expliquer les circonstances de ce drame à mon cousin, mais à vous je le dirai dans les petits détails et ce sera ma contribution pour éclairer les nouveaux venus dans les couloirs du sexe des nuits loméennes si ce n'est pas déjà trop tard car plusieurs victimes comme moi n'osent jamais avouer leur turpitude. Ce n'est pas facile de reconnaître qu'on s'est fait avoir comme un bleu et surtout pour une banale affaire de sexe moins cher. ■

*La Suite dans le No 59 de
LE LIBERAL
Le Brisard*

Suite aux affirmations sans fondement dans la presse

L'UE apporte des précisions sur la rencontre avec les ODDH

La Commission de l'Union Européenne au Togo vient de sortir de son silence après la publication dans une certaine presse d'une série d'articles accusant les partenaires européens de se ranger du côté du pouvoir et d'être très peu préoccupés par la situation des droits de l'homme au Togo. Informations savamment distillées par qui on sait après une rencontre privée entre des responsables de certaines Organisation de Défense des Droits de l'Homme (ODDH) et une délégation de la Commission de l'Union Européenne au Togo. A travers un communiqué de clarification, totalement reprise pour vous par votre journal, la Commission de



l'UE au Togo a réaffirmé la nécessité de voir se traduire dans la réalité les importantes et fondamentales réformes électorales, sur la base des recommandations des deux missions d'observation de l'UE (MOE-UE) dans un

climat de dialogue entre les acteurs politiques du pays. Elle a réitéré son engagement et son soutien à la promotion des droits de l'homme au Togo et dans le monde avant de préciser l'importance d'accompagner le Togo dans la consolidation des progrès enregistrés depuis 2007 dans les domaines de la démocratie, de la gouvernance et du respect des droits de l'homme. Pour preuve les nombreuses actions de l'UE en appui aux organisations de la société civile ainsi que celles de défense des droits de l'homme. ■

Schmidt EZA

Mutilations génitales féminines Un projet de résolution pour éradiquer ce fléau

La Communauté Internationale a commémoré le 06 Février 2012, la journée internationale contre les mutilations génitales féminines. A cette occasion, le Comité Inter Africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (CI-AF/Togo) a organisé une conférence de presse pour demander le soutien dans les médias ainsi que de toute l'opinion publique pour le projet de résolution pour l'éradication des mutilations génitales féminines dans le monde que l'Union Africaine (UA) se prépare à soumettre à l'Organisation des Nations Unies (ONU) lors de sa 66ème session qui se tiendra du 28 février au 09 Mars à New-York. En faite qu'entend-t-on par mutilation génitales féminines (MGF) ? Les mutilations génitales féminines recouvrent des pratiques

consistant à ôter, par des moyens chirurgicaux souvent rudimentaires, toute ou une partie des organes génitaux externes féminins. Il s'agit d'une pratique ancestrale qui est mise en œuvre dans certains pays sur des fillettes dont l'âge varié de 7 à 10 ans ou même de jeunes femmes avant le mariage, pour des raisons essentiellement d'ordre coutumier. Puisque ces pratiques n'ont pas de relation directe avec aucune religion, bien que l'excision, qui est une pratique rituelle à court dans certaines régions à majorité musulmane, essentiellement en Afrique saharienne et subsaharienne. Au Togo c'est la région centrale qui est le fief de cette pratique. A part l'excision qui est l'ablation du clitoris et souvent des petites lèvres, on a aussi l'infibulation qui est une excision doublée de l'ablation des grandes lèvres, suivie de la suture bord à bord des deux



moignons. Et enfin l'introcision qui est pratiquée par les aborigènes d'Australie, consistant en un élargissement de l'orifice vaginal en le déchirant vers le bas (au niveau du périnée). Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la mutilation la plus fréquente est l'excision du clitoris et des petites lèvres, qui représente près de 80% des cas. La forme la plus extrême en est

l'infibulation, environ 15% des cas. L'OMS estime, à l'échelle mondiale, de 100 à 132 millions le nombre de filles et de femmes ayant subi des mutilations sexuelles ; dont environ 120 millions pour le continent africain. Ces pratiques rétrogrades ont des conséquences graves sur le physique ainsi que la psychologie des femmes victimes. Sur le plan physique,

avec l'ablation partielle ou totale du clitoris, cela entraîne inévitablement une altération de la sensibilité sexuelle. Chez la plupart de ces personnes l'auto sexualité est rendue impossible car douloureuse. Sur un plan psychologique, elles naissent non seulement de la douleur endurée par les femmes concernées, mais surtout des conséquences calamiteuses fréquentes telles que l'incontinence urinaire et fécale. C'est-à-dire la jeune femme ne peut plus retenir ni ses urines ni ses selles, qu'elle perd en permanence. Ceci fait qu'elle est progressivement mise à l'écart par sa famille et sa communauté. Comme on le voit ce fléau d'un autre âge doit disparaître le plus rapidement possible dans un souci de respect des droits de l'homme. ■

Wilfried Ted

Culture : Cinéma itinérant du Togo Dix ans, dix villages dix films

Le Cinéma Itinérant du Togo (CIT) souffle cette année 2012 ses dix bougies. Cette commémoration sera marquée par diverses activités. L'initiative a pour objectif d'éduquer, de sensibiliser, de distraire à travers le cinéma togolais et africain, qui va vers les populations. Ce concept est né du constat de l'absence des salles de cinéma dans nos villes actuellement. En effet, c'est au cours du mois de juillet 2002 que cette initiative a fait ses premiers pas au sein de la population togolaise en lui apportant le cinéma. Le bilan de ces dix années de parcours est très évocateur. «En dix ans nous avons parcouru pratiquement toutes les régions du Togo. D'abord dans le cadre de la Caravane du Cinéma, nous avons fait de Lomé à Cinkassé au moins huit fois déjà. Cette année nous mettons en place un nouveau concept dénommé "Dix films dix villages". Les dix premiers villages que nous avons choisis sont des villages autour de Lomé. Chaque village va recevoir dix projections et on va montrer dans chaque village dix films différents », confie Do Kokou Jacques, initiateur du concept. L'un des grands apports de cette célébration est le renouvellement du matériel et la constitution d'une équipe permanente autour du concept. Le Cinéma itinérant du Togo fait aussi dorénavant parti d'un réseau baptisé le Cinéma Numérique Ambulant (CNA) Afrique qui regroupe quelques pays de la sous-région, en occurrence le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Bénin, le Sénégal et le Cameroun. Cette appartenance lui permet de mieux se faire connaître et s'exporter. Toutefois, il faut le soutien des partenaires pour permettre une bonne marche de l'idée a lancé en conclusion



Jacques Do Kokou, Cinéaste-Réalisateur

l'initiateur du concept Jacques Do Kokou. Il faut dire que le nouveau concept de dix films dix villages est né de la volonté d'offrir plus de films aux localités visitées et de pouvoir par là même, rester plus longtemps auprès de ces populations pour une meilleure émancipation à travers le cinéma. Car avant, c'était un film par localité et la sensibilisation de même que l'éducation et la distraction sont très réduites. Les manifestations officielles de cette commémoration des dix ans du Cinéma Itinérant du Togo sont prévues pour démarrer à la fin de ce mois de février. ■

Magloire A.

Championnat national D1 La fin officielle de la participation de l'Etoile Filante de Lomé

Le Club du quartier Commercial a de la peine à se remettre du drame qu'il a subi le 26 novembre 2011. Les Bleus de la Capitale togolaise qui ont été frappés par un accident meurtrier aux environs de Gléi alors que ce club se rendait à Sokodé dans le centre du pays pour y jouer l'équipe de Sémassi de la localité, ont une sorte de hantise qui les empêche de poursuivre le championnat. Les dirigeants du club l'avaient explicitement avancée au lendemain des événements. La Fédération Togolaise de Football dans son souci de ratisser large a mené des démarches auprès des dirigeants de l'Etoile Filante pour les convaincre de reprendre le chemin des terrains. Mais reprendre le championnat comme si de rien n'était apparaît comme un lourd fardeau pour les dirigeants de l'Etoile Filante.

Les autres clubs ont repris la compétition depuis plus d'un mois et disputent le week-end prochain, la 10e journée. Après de multiples réflexions, la décision officielle du Club du quartier commercial a été portée à la connaissance du Bureau de la Fédération Togolaise de Football depuis le lundi 06 février. Comme on pouvait si attendre, les dirigeants de l'Etoile Filante mettent définitivement fin à la participation du club au championnat de football de Première Division en cours. La décision de l'Etoile Filante a été portée à la connaissance de la FTF au travers d'une lettre que les responsables du club ont adressée au Bureau de Gabriel Améyi en début de semaine. Cette décision de retrait définitif de l'Etoile Filante n'est pas sans conséquence sur le championnat. ■

BK.

Crise syrienne au Conseil de Sécurité de l'ONU : Le veto russe relance le débat sur la réforme de l'ONU

L'image a fait le tour du monde.

Samedi, 04 février 2012, au tour de la table en fer de cheval dans la salle du Conseil de Sécurité, lors du vote de la Résolution proposée par le camp occidental relative à la crise syrienne, 13 voix se sont prononcées pour, deux mains se sont levées, respectivement celles du Représentant Russe et du Représentant chinois plongeant toute la salle dans un silence de plomb. Un silence qui en disait long sur les craintes de la communauté internationale de voir ce conflit s'enliser avec près de 265 personnes qui tombaient le même jour sous les balles du régime de Bachar El Assad.

Ce projet de résolution, présenté par les Occidentaux et les pays arabes, exprimait le "soutien" du Conseil au plan de la Ligue arabe pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et dénonçait les "violations continues" des droits de l'homme commises par le régime syrien.

Ce double veto russo-chinois

qui a provoqué une levée de bouclier dans le camp occidental n'était pas une surprise, les intenses palabres sur le contenu de la Résolution le laissaient présager.

L'axe Moscou-Pékin est aujourd'hui traité de tous les noms d'oiseaux, en clair celui du mal, faisant le jeu d'un régime déliquescents qui martyrise son peuple.

A tort ou à raison, en tout cas, les raisons de ce veto vont bien au-delà des simples alliances traditionnelles. Avec le cas libyen, les russes et les chinois ont compris qu'il faut plus de jugeote pour accorder son vote à une Résolution. Trop de précautions ne nuisent pas pensent les russes et les chinois qui n'ont pas tourné la page de la guerre en Libye menée à la faveur de multiples entorses à la Résolution 1873.

Faut-il véritablement jeter l'anathème sur les Russes et les Chinois?

A vrai dire, le problème est plus profond et structurel ; il est connu de tous : il s'agit de la sempiternelle question du droit de veto, véritable queue de

comète qui vient encore de prouver tout le mal qu'on pense d'elle, un artifice pour sacrifier le rôle de l'organisation multilatérale sur l'autel des enjeux géopolitiques.

Sur ce point, chaque puissance détentrice de ce droit a eu sa part de responsabilité dans l'histoire sur telle ou telle crise et il serait hasardeux de donner de leçons car en ce domaine, il est impossible de donner le bon Dieu que ce soit sans confession. Prenons le cas des Etats Unis d'Amérique qui ont souvent menacé d'opposer leur veto à l'admission de la Palestine à l'ONU.

Toujours difficile de parvenir à la fameuse règle de l'unanimité des cinq puissances, membres permanents du Conseil de Sécurité sur les crises.

Pourtant, de la crise de Suez jusqu'à la crise syrienne, beaucoup d'eaux ont coulé sous les ponts, remettant chaque fois au goût du jour, le débat sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La vague de tristesse qui s'est emparée des diplomates au palais de verres des Nations



Le Conseil de Sécurité de l'ONU

Unies après l'échec de la fameuse Résolution va sans nul doute encore faire réapparaître le serpent de mer qu'est devenu le projet de réforme de l'organe suprême. Elles sont légion les propositions de réformes, qui dorment d'un sommeil profond dans les tiroirs onusiens.

La formule qui consiste à conserver ce droit de veto pour l'étendre juste à certains nouveaux membres qui intégreront ce cercle restreint est aussi une autre incongruité et ne permettra pas une réforme de fond en comble. L'obstacle qu'est le veto demeurera et ce sera tout simplement déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul.

Dans l'absolu, la suppression du droit de veto est imaginable. Il n'y a, en effet pas d'obstacles juridiques à ce que l'on modifie la charte de l'ONU et que l'on dise que, le droit de veto que les cinq membres permanents arborent fièrement, soit supprimé. Mais c'est non-envisageable! Cela ne pourrait se faire qu'au détriment de ces cinq membres et on voit mal les Américains, les Russes et les Chinois accepter la suppression de ce droit de veto. Cela reste tout simplement un vœu pieux. ■

E. Dieudonné

CAN 2012 Vers une finale 100% Afrique de l'Ouest?

Encore quelques jours et ce sera la fin de la fête du football continental qui s'organise cette année au Gabon et en Guinée Equatoriale. Après les 24 matchs de la phase des poules qui a livré huit équipes qui ont disputé les quarts de finale, la CAN 2012 connaît depuis le Dimanche les demi-finalistes. Ce sont le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali et la Zambie qui vont lutter ce jour même pour se frayer une place en finale. Les deux matchs des demi-finales seront âprement disputés entre les favoris ghanéens et les outsiders zambiens en premier match et les autres favoris ivoiriens face aux surprenants maliens.

La CAN qui s'est ouverte depuis le 21 janvier dernier est en train de tendre lentement mais sûrement vers sa fin programmée pour le 12 février prochain avec la grande finale qui va se disputer entre les deux vainqueurs des matchs des demi-finales. Cette 28e édition de la Coupe d'Afrique des Nations avec son lot de surprises peut également offrir au monde sportif africain une affiche surprise à la finale du 12 février mais les pronostics et les statistiques font largement les affaires des ghanéens et des ivoiriens respectivement devant les zambiens et les

Maliens. Le Ghana et la Côte d'Ivoire annoncés comme de prétendants sérieux à la victoire finale restent sur la bonne lancée et gardent intacte leur chance de pouvoir enlever le trophée, une cinquième fois pour les Black Stars et une deuxième fois pour les Eléphants ivoiriens.

Cela va sans dire que l'affiche de la finale du 12 février prochain peut être une finale 100% ouest africaine si le Ghana et la Côte d'Ivoire arrivent à avoir raison de leurs adversaires cet après-midi. D'un autre côté, quelque soit le gagnant de la confrontation Côte d'Ivoire-Mali et en cas d'une victoire du Ghana sur la Zambie, l'Afrique de l'Ouest aura surclassé la compétition et remporté le trophée. Mais les réalités du terrain étant autres, on doit se mettre à l'esprit que les surprises font partie des grandes compétitions et à plusieurs reprises, de petites équipes ont éliminé d'autres plus grandes. Alors l'on attend de voir quel spectacle les quatre équipes vont offrir aux amoureux du ballon rond sur les pelouses de Estadio Bata en Guinée Equatoriale et du Stade de l'Amitié de Libreville au Gabon. ■

BRHOOM Kwamé

Tennis : Le Togo abrite de nouveau les championnats d'Afrique des jeunes

C'est une surprise pour les responsables de la Fédération Togolaise de Tennis que d'organiser encore si vite, une compétition internationale. En effet, durant toute l'année 2011, la Fédération Togolaise de Tennis a eu à organiser, deux compétitions internationales dont le tournoi Price money et le circuit ITF de l'Afrique qui a permis à la Confédération Africaine de Tennis et l'instance mondiale de la petite balle jaune d'établir le classement des jeunes tennis men africains. La compétition qui s'est ouverte depuis le lundi sur les cours de tennis de la Fédération Togolaise de Tennis, les championnats des jeunes tennis men d'Afrique de l'Ouest et du Centre devaient être organisés au Nigéria. Le déplacement de ces championnats à Lomé a été décidé par les responsables de la Fédération internationale de tennis (ITF) et de la Confédération africaine de tennis (CAT) en raison de la situation d'instabilité qui prévaut au Nigéria depuis l'augmentation des prix des produits pétroliers. 80 joueurs dont 49 garçons et 31 filles participent à cette compétition. Ils sont venus de 12 pays que sont le Bénin, le Cameroun, la Côte D'Ivoire, le Gabon, le Ghana, le Liberia, le



M. TAGBA Romain, Pdt de la FTT

Mali, le Nigéria, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo.

La compétition a démarré le lundi 06 Février et se déroule jusqu'au 12 février. Les championnats de Lomé sont une phase éliminatoire pour les qualifications pour les championnats d'Afrique des Jeunes qui auront lieu cette année en Egypte. Trois catégories de joueurs sont concernées par ces championnats. Il s'agit des joueurs de la catégorie des Benjamins, ceux de la catégorie des minimes et les jeunes tennis men de la catégorie des cadets. ■

BRHOOM Kwamé



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro
bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

illico le fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe
Prépayé

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112
Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg